

Combats pour la différence sexuelle

À l'inverse de cette affirmation identitaire, les théories *queer* développent depuis une vingtaine d'années une critique virulente de la « naturalité » du sexe et du genre (1) : en énonçant leur caractère socialement construit, elles mettent en avant la diversité et la fluidité des identités sexuelles. Ces courants intellectuels sont fortement associés à l'émergence de mouvements politiques radicaux, *queer* (comme Queer Nation, aux États-Unis, ou Queer for BDS dans la campagne pour le boycott des produits israéliens) ou transpédégouines (selon l'autodéfinition du groupe Les Panthères roses), à la faveur des mobilisations altermondialistes. Leurs militants sont porteurs de stratégies de convergence des luttes (féministes, antiracistes, anticapitalistes) qui rappellent les positionnements des militants des années 1970. Ils remettent en cause l'institutionnalisation et la marchandisation des identités gays et lesbiennes.

L'égalité sociale, une dimension fondamentale de l'émancipation laissée dans l'ombre

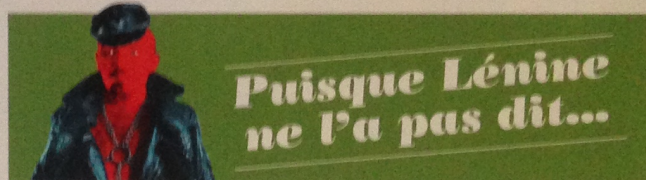
ACTUELLEMENT, les questions stratégiques qui se posent concernent les formes de mobilisation. Au Nord, dès les années 1970, les militantes lesbiennes ont revendiqué et construit des cadres autonomes, notamment en réaction à la misogynie vécue au sein des groupes créés avec les gays. Ces formes de mobilisation, liées au féminisme, constituent l'une des caractéristiques politiques du mouvement lesbien, sans empêcher des alliances stratégiques avec des associations mixtes. Au cours des années 1990, les personnes trans créent également des groupes auto-organisés, marquant ainsi la nécessité d'une mobilisation spécifique. Au fond, c'est la prétention universaliste des cadres « LGBT », dominés par les hommes gays, qui est en cause. Ces derniers continuent à occuper très majoritairement les espaces de représentation publique, contribuant à l'invisibilité des autres combats.

La prééminence du combat pour les droits laisse dans l'ombre une dimension fondamentale de l'émancipation : celle de l'égalité sociale. Plus souvent en marge des solidarités familiales, les gays, les lesbiennes et les trans sont particulièrement exposés à la mise en coupe réglée des services publics et des structures de solidarité collective. Mais au cours des dernières années, les réalités vécues se sont largement différenciées. Au Sud, les conséquences de la crise économique viennent aggraver les situations de précarité et de dépendance économique à l'égard des réseaux de soutien traditionnels, freinant les prémices de stratégies d'émancipation individuelle et collective. Dans les pays du Nord, pour une frange urbaine et aisée, l'expérience homosexuelle ne s'accompagne plus de discriminations majeures.

Pour les autres – femmes, personnes trans, jeunes, pauvres et/ou précaires –, les situations sont plus problématiques. L'accès aux ressources offertes par le monde commercial gay et lesbien demeure difficile et,

plus généralement, l'affirmation de soi est entravée par le chômage, la précarité et la dépendance économique vis-à-vis de la famille. Dès lors, les convergences d'intérêts ne se situent plus seulement au sein du mouvement homosexuel classique. Dans plusieurs pays, des Pink Blocks rendent visibles les questions liées à l'orientation sexuelle lors de mobilisations pour la défense des services publics, contre le racisme ou contre l'impérialisme, soulignant l'intrication des combats. Des regroupements se structurent également dans les organisations syndicales au travers de commissions spécifiques, ou encore avec des collectifs comme *Queers Against the Cuts* au Royaume-Uni.

Conquêtes légales et transformation de l'ordre social ne s'opposent pas. Mais, à la croisée de ces tensions politiques, la capacité des mouvements concernés à définir des stratégies identitaires inclusives et des alliances avec d'autres organisations sociales est en jeu. Les récents débats sur l'homonationalisme, bien que demeurant cantonnés à des sphères restreintes (2), pourraient permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives stratégiques et politiques. À l'échelle historique, on peut y voir une salutaire remise en question de l'hégémonie exercée par les hommes gays blancs issus des pays du Nord sur les mouvements homosexuels. L'affirmation d'autres groupes permet de questionner utilement les limites des « intérêts communs » entre les personnes L, G, B et T, ouvrant alors un espace de redéfinition des coalitions nécessaires. Le danger est évidemment un émiettement accru et un repli identitaire qui obérerait les possibilités d'alliances.



Puisque Lénine ne l'a pas dit...

En avril 1971, le journal maoïste « Tout ! » ouvre ses colonnes à des militants du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). L'un des auteurs, qui se présente comme « homosexuel, sale étranger, dangereux communiste », s'interroge sur son rapport à la politique.

COMME LES « NORMAUX », on a le droit d'avoir des mythes, et moi, j'ai commencé par en avoir aussi : comme homosexuel, comme homme, comme révolutionnaire, je croyais que tous les homosexuels étaient des gars chouettes, des alliés parce que des opprimés ; que tous les révolutionnaires seraient des défenseurs, vu que, à mon avis, c'était pas ma condition et mes habitudes sexuelles qui comptaient, (...) mais mon activité possible à leurs côtés contre le capitalisme. Mes deux expériences, mes deux vies m'ont déçu. Les homosexuels ne sont pas tous des amis. Ils appartiennent et ils défendent des intérêts de classe bien définis. [Les marxistes], devant le doute et surtout l'ignorance, et parce que Lénine ne l'a pas dit (...), devant la peur de faire une bêtise, ils préfèrent expliquer cette déviation en se basant sur la morale domestiquée dont ils ont (comme tous et nous-mêmes) été abrutis.

Tout !, n° 12, Paris, 23 avril 1971.

(1) Cf. Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, 2006 (1^{re} éd. : 2004) ; et Elsa Dorlin, *Sexe, genre et sexualités*, Presses universitaires de France, Paris, 2008.

(2) Cf. Alexandre Jaunait, « Retour sur les nationalismes sexuels », *Genre, sexualité & société*, n° 5, Paris, 2011.